

JULIEN AUBERT

En finir avec Schengen

Julien Aubert est vice-président du parti Les Républicains (LR). Député de Vaucluse de 2012 à 2022, il préside le mouvement Oser la France qui se revendique de l'héritage gaulliste et du souverainisme de Philippe Séguin et Charles Pasqua.

PROPOS RECUEILLIS
PAR JÉRÔME BESNARD

Emmanuel Macron vient de renoncer à présenter un projet de loi sur l'immigration qui risquait fort de ne satisfaire aucun des groupes d'opposition. Que pensez-vous de cette décision ?

Il est certain que le fait que la dernière motion de censure ait échoué à neuf voix lui a démontré qu'il était dangereux de coaliser les oppositions. Pour éviter ceci, il lui faudrait présenter soit des textes très consensuels, soit qui empruntent très clairement une ligne de droite et/ou de gauche. Ce n'est pas le cas du projet de loi sur l'immigration qui est un modèle d'en-même-tempisme. Néanmoins, le retirer à ce stade est en soi une claquer pour Gérard Darmanin, qui se retrouve en difficulté pour Matignon et privé de texte-support pour son auto-publicité permanente. Un retrait semblait donc peu probable, le plus logique aurait été que le gouvernement le laisse dériver à droite au cours des débats pour empêcher LR de le censurer.

Faut-il dénoncer l'accord franco-algérien de 1968 comme le laisse entendre notre ancien ambassadeur à Alger Xavier Driencourt ?

Cet accord fixe un régime *sui generis* préférentiel pour les Algériens qui viennent séjourner en France. Certaines de ses dispositions sont de nature à favoriser les mariages gris, un conjoint algérien d'un Français se voyant délivrer un certificat de résidence de dix ans après un an de mariage. Or, on le sait, le mariage est



l'un des modes les moins contrôlés d'acquisition de notre nationalité (20 000/an, soit 15% des flux). La politique de petits pas symboliques d'Emmanuel Macron vis-à-vis de ce pays ne nous a rien apporté, à part le mépris des autorités algériennes, qui ne coopèrent pas de leur côté de manière satisfaisante sur la régulation de l'immigration. Il me semble donc dans ces conditions que cet accord est anachronique, ne correspond plus aux attentes du peuple français et que son abrogation permettrait d'envoyer un signal salutaire de fermeté.

« La politique de petits pas d'Emmanuel Macron ne nous a rien apporté sinon le mépris des autorités algériennes »

Julien AUBERT

Que pensez-vous de la décision du gouvernement du Royaume-Uni de durcir le droit d'asile ?

La formulation ne me semble pas exacte. Ce que Sunak veut, c'est envoyer un signal aux migrants irréguliers qui noient sous leur nombre la Grande-Bretagne et qui restent sur le sol

britannique en demandant l'asile. Ce détournement de procédure engorge les instances chargées d'examiner les dossiers et finalement se retourne contre ceux qui ont véritablement droit à l'asile mais se retrouvent à faire la queue au milieu d'immigrés économiques. Voilà pourquoi je pense que nulle personne parvenue irrégulièrement sur le sol français ne devrait être régularisable, une proposition qui se distingue du droit d'asile puisqu'elle s'élargit à la nationalité ou au droit de séjour. Enfin, les dossiers devraient être examinés dans nos consulats du Maghreb ou d'Europe de l'Est, pour qu'en cas de refus, le sujet de la reconduite aux frontières ne se pose pas.

Comment gérer l'afflux de mineurs (réels ou supposés) « non-accompagnés » dont la prise en charge paralyse des pans entiers de l'action sociale des départements concernés ?

En inversant la charge de la preuve : toute personne est considérée majeure, sauf à prouver le contraire, par exemple en pratiquant un test osseux.

Que pensez-vous de l'instauration d'un titre de séjour provisoire « métiers en tension » souhaité par les professionnels de l'hôtellerie-restauration ? Il s'agit d'une publicité mondiale pour l'immigration. Que va penser un jeune Africain, à quelques milliers de kilomètres de la France ? Qu'il y a des besoins, donc de la place pour lui. Qu'on peut entrer illégalement puis être absous. On ne va pas régler le problème de l'hôtellerie-restauration, car ceux qui seront ainsi régularisés étaient déjà là. On va accroître les migrations. Et on va enfin éviter de parler des sujets qui fâchent : pourquoi avons-nous 7 millions de personnes couvertes par les minima sociaux, dont 1,9 million au RSA et des offres d'emploi non pourvues ? N'y a-t-il pas aussi une question de l'attractivité des salaires dans cette branche ?

Êtes-vous favorable à un retour temporaire ou durable des contrôles aux frontières nationales pour mieux réguler l'immigration ? Je suis pour la fin de Schengen et le déploiement de la Marine nationale pour arraisonner les navires de passeurs. ♦